

Dans le désordre croissant de la planète, où va le journalisme ?

Hervé BOURGES

*Président international
de l'Union
de la Presse Francophone
Ancien président de RFI,
TF1, France 2, France 3,
de la Sofirad
et du Conseil supérieur
de l'audiovisuel*

Le journalisme est au cœur des enjeux cruciaux de notre époque : il n'est pas possible de séparer arbitrairement l'évolution des pratiques du journalisme de l'évolution du monde. L'élargissement des publics, la progressive dispersion mondiale des images, l'internationalisation croissante des débats politiques et sociaux, tout cela passe par une nouvelle vision de notre métier de journalistes et par une prise de conscience de responsabilités nouvelles. Se demander « où va le journalisme ? », c'est s'interroger sur la place et le rôle du journaliste dans un univers d'information de plus en plus homogène et de plus en plus concurrentiel, qui se retrouve donc soumis à des règles qui n'étaient pas jusque-là celles du journalisme. Ainsi la guerre du Vietnam fut-elle couverte par des reporters qui écrivaient et transmettaient leurs reportages. La guerre d'Irak aura été suivie en direct par une nuée de télévisions, et les impacts des bombes auront été entendus au même instant par des millions de téléspectateurs dans le monde.

Le retentissement d'un événement à l'échelle mondiale est instantané : il a fallu des mois pour que l'émotion internationale suscitée par la guerre du Vietnam conduise à de grandes manifestations d'opposition pacifistes. C'est avant même son déclenchement annoncé que la guerre d'Irak a fait l'objet en 2003 d'une large opposition dans un très grand nombre de pays. Nous vivons donc presque à l'heure d'un journalisme qui précède l'événement et qui, en tout cas, l'accompagne immédiatement. Le

journaliste est projeté dans l'espace d'un témoignage instantané sur ce qui se produit n'importe où sur la planète. Et en même temps, il est essentiel de noter que cette mise en scène apparemment spontanée et immédiate de l'information sur le théâtre mondial s'accompagne d'effets démultipliés sur ceux qui la reçoivent. Le journaliste doit donc être de plus en plus conscient des implications de la lecture des faits qu'il propose.

Dans quel contexte se situe cette nouvelle responsabilité ? Le monde contemporain est aujourd'hui à la croisée des chemins : d'un côté, une dynamique assimilatrice très puissante qui, centrée sur les États-Unis, reprend à partir de l'ensemble du monde occidental un corpus de valeurs démocratiques, confiantes dans la liberté de la presse et le libéralisme économique, défendant un ensemble de rapports internationaux qui étaient jusque-là, pour l'essentiel, articulés autour du système de l'Organisation des Nations Unies. Que ce système ait été longtemps vu par les États-Unis comme un reflet de leur propre puissance, sinon son prolongement, c'est bien ce que prouve la résolution du pays en question d'en finir une fois pour toutes avec l'Irak de Saddam Hussein sans attendre un quelconque feu vert de l'ONU.

Mais face à cette dynamique assimilatrice qui joue pleinement au niveau des États et des économies, on voit actuellement émerger, avec de plus en plus de virulence, malgré les dénégations officielles, une autre force, moins bien organisée, moins cohérente, moins structurée, où se retrouvent plusieurs modes de contestation des principes prédominants. On assiste ainsi à une remise en cause des dysfonctionnements d'un libéralisme économique mal régulé ; à une volonté de protection d'un environnement que mettent en danger des comportements trop peu soucieux des contraintes écologiques et un mode de développement aveugle aux besoins et aux limites fixées par la nature ; on voit poindre enfin des interrogations qui portent sur le rôle et l'action réelle d'un ordre international dont la clef de voûte est constituée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, structure étroite où de nombreuses régions du monde, et en particulier plusieurs grandes puissances, ne se sentent pas vraiment représentées. Et dont les États-Unis viennent de s'affranchir avec netteté, l'hyper puissance mondiale prenant l'énorme risque de s'affaiblir à terme et d'amorcer son déclin en pratiquant, par la force, un engagement unilatéral.

Ces revendications ou ces expressions sont de plus en plus sensibles en marge de chaque grande réunion internationale : on a pu le voir entre autres avec le mouvement de la Paix qui a mobilisé un grand nombre de manifestants dans le monde entier. Dans cet environnement nouveau

qui se constitue autour d'événements et d'émotions de portée et de retentissement planétaires, le rôle des médias est fondamental. Il est fondamental à plusieurs titres : d'abord parce que ce sont eux qui font circuler l'information et, à travers elle, propagent les éléments constitutifs d'un *inconscient collectif* mondial, dont on peut penser qu'il est encore irréfléchi, non calculé, non prédéterminé. Or, cet inconscient collectif mondial constitue une forme d'*opinion publique universelle*, traversée de courants contraires, naturellement, mais ni plus ni moins volatile que l'opinion publique que nous connaissions jusque-là dans chacun de nos pays. Cette opinion est plus difficile à manipuler, et il est plus difficile de la déterminer. Mais il apparaît d'ores et déjà qu'elle contient en elle des germes contradictoires. D'une part, elle peut nourrir des mouvements généreux et nobles : c'est le cas lorsqu'une mobilisation morale internationale permet la remise en cause d'une condamnation à mort pour adultère prononcée dans un État du Nord du Nigeria par un tribunal religieux ; c'est le cas lorsque des élans de solidarité se fédèrent pour juguler une famine en Afrique australe.

Cela étant, cet océan que constitue l'opinion publique mondiale peut également être aux prises avec des tempêtes et des coups de vent irréfléchis. C'est le cas lorsque l'émotion balaie la raison et dicte des comportements passionnels. Les risques potentiels du conflit irakien étaient de ce point de vue immenses : des télévisions d'information comme Fox News ou Al-Jazira délivraient en même temps des messages bellicistes, ou des appels à la solidarité avec les Irakiens, relayant complaisamment les thèses des faucons de Washington ou les appels au Djihad de certains religieux musulmans... La télévision et la presse peuvent être des vecteurs de haine. On l'a vu de manière tragique au Rwanda, avec la Radio des Mille Collines, de triste mémoire. On le voit avec effarement en Côte d'Ivoire, à travers des journaux dont les attaques incendiaires dépassent ce que permettrait une véritable déontologie journalistique et risquent de contribuer à une « fanatisation » du champ politique...

En bref, le journalisme est actuellement dans la tourmente, secoué par le désordre croissant de la planète, éprouvé par les évolutions technologiques qui accélèrent la pratique quotidienne de ses métiers, et en même temps mis sous pression par l'attention croissante dont il fait l'objet de la part d'un public de plus en plus large et de plus en plus éclaté.

Ce que l'audiovisuel a apporté à nos contemporains ne se mesure pas en chiffres, et les statistiques sont malhabiles à l'exprimer. Dans les familles et les communautés humaines les plus réduites, les plus exclues

des courants d'idées, soudain une lucarne s'est éclairée par laquelle le monde tout entier est rentré. Ce n'est que progressivement que nous prenons la mesure du bouleversement que cela représente. Rien de ce qui est humain ne nous est plus totalement étranger, nous avons la possibilité d'en avoir une connaissance, même partielle, même inattentive, même indifférente. Là où bien souvent c'est la nuit qui régnait, il y eut soudain ce faisceau d'images, traversant non seulement la pièce éclairée, mais aussi les espaces infinis qui l'entourent. Certains de nos contemporains faisaient jusque-là la fine bouche devant les lueurs bariolées qui coulaient de cette lucarne ouverte. Un peu comme devant les ombres de la Caverne de Platon. Ils réclamaient que l'on retournât aux choses mêmes, et aux livres seulement, qui décrivaient mieux, de manière plus approfondie, de manière exhaustive ce dont le petit écran ne nous offrait que de rapides reflets.

Mais les plus sages ont d'emblée mesuré que l'ouverture nouvelle du monde à l'expérience et à la connaissance commune dépassait l'enjeu d'une polémique stérile et vaine entre l'écrit et l'écran. Et que les deux allaient s'imposer, dans une complémentarité naturelle, comme un mode unique et dédoublé d'accès au savoir. Nous sommes aujourd'hui en train de vivre ce rapprochement historique des outils d'expérience et de connaissance de tous les aspects du réel. L'évolution actuelle des technologies de la communication, grâce à la numérisation de toutes les données, textes, images, sons, transforme radicalement les médias que nous connaissions jusque-là, et en fait apparaître de nouveaux.

Dans ce bouleversement programmé, l'enthousiasme des uns répond à l'inquiétude des autres. L'espoir qui accompagne le développement de la société de l'information généralisée n'a d'égal que l'angoisse qui saisit tous ceux qui craignent d'y voir à l'œuvre des processus d'exclusion ou de marginalisation. Ces deux réactions sont également justifiées l'une et l'autre. Une mutation technologique de cette ampleur a toujours des conséquences économiques, culturelles et sociales, qui peuvent être positives ou négatives, selon l'orientation *politique* qui leur est donnée. Il est donc nécessaire de comprendre comment les nouveaux espaces de communication que nous défrichons peuvent changer notre rapport à l'information, au savoir, et aux autres. Pour décrire le plus clairement possible les transformations du cadre mental dans lequel nous avons nos habitudes de lecture, je voudrais emprunter au philosophe français Michel Serres l'évocation de la rue de Richelieu, à Paris, comme symbole vivant des mutations en cours.

La rue de Richelieu part du Louvre, le plus grand musée de France, conservateur de toutes les traditions artistiques, elle passe ensuite le long

de la Bibliothèque nationale, réserve de tous les écrits, pour aboutir non loin de la Bourse, coffre où sont conservées les valeurs... La rue de Richelieu circonscrit un capital symbolique extrêmement important sur la carte de Paris. Or, cette rue est aujourd'hui ouverte à tous les vents, car ces lieux sont à la fois des espaces de conservation et de consultation, d'échanges. Ils ont comme première fonction de faire circuler les informations qu'ils démultiplient sur les nouveaux réseaux. Les collections du Louvre sont en cours de numérisation, celles de la Bibliothèque nationale sont déjà en partie accessibles sur Internet et les valeurs cotées à la Bourse de Paris sont suivies en temps réel sur tous les ordinateurs du monde : les sociétés de courtage ne sont plus installées place de la Bourse.

Comme le dit Michel Serres, dans *Atlas*, où il tente une nouvelle cartographie de l'espace humain, la rue de Richelieu devient une « cinéthèque », une réserve *en mouvement*, à la fois concentrée et dispersée à chaque seconde sur une multitude de réseaux et d'écrans. Et l'ensemble de ses collections est accessible de n'importe où dans le monde. Mieux : elles seront demain réparties en plusieurs lieux, tout en composant une même unité. Demain, chaque immeuble, chaque appartement de chaque pays pourra contenir toutes ces richesses auxquelles seuls quelques rares privilégiés accédaient. L'exemple est frappant : il permet de prendre conscience en un instant de la formidable révolution démocratique que peut constituer la communication numérique.

La première vocation des médias, quels qu'ils soient, est d'informer et d'expliquer. D'aider chacun à donner du sens aux événements qu'il vit et à l'époque qu'il traverse. Or, nous vivons depuis le 11 septembre 2001 dans une atmosphère *médiatique passionnelle* qui semble faire perdre conscience de leur tâche et de leurs responsabilités la majeure partie de ceux qui auraient mission de chercher ce sens et cette rationalité des faits. Car les médias, dans leur grande masse, ne nous délivrent aujourd'hui que très peu d'explications. Très peu tentent d'éclairer vraiment les événements, les conditions dans lesquelles ils ont été possibles, leurs causes premières et finales, leurs conséquences immédiates ou ultimes, la manière dont ils sont ou ne sont pas exploités par la suite. Cette interrogation s'adresse à chacun d'entre nous, elle constitue un vrai doute sur la pertinence de notre fonctionnement médiatique mondial. Et il faut s'interroger dans cette perspective sur deux questions essentielles : assiste-t-on à une uniformisation mondiale de l'information ? C'est la première question. Qui entraîne la seconde : comment peuvent œuvrer les journalistes pour maintenir ou restaurer une diversité médiatique au sein du monde numérique qui se constitue autour de nous ?

Vers une uniformisation de l'information mondiale

La numérisation des réseaux conduit-elle à un formatage unique de l'information mondiale ? La réponse est oui. Il est inutile de se voiler la face, de pratiquer une politique de l'autruche, d'utiliser une fois encore la langue de bois. En facilitant de manière universelle la circulation des images, les technologies numériques favorisent l'expansion des cultures les plus présentes sur les nouveaux réseaux, au détriment de celles qui y sont extrêmement marginales. On peut arguer de telle langue rare qui trouve dans le réseau le moyen de rallier ses derniers fidèles... Certes, mais ils resteront les derniers, et cette langue rare ne pourra pas se servir d'Internet ou de la diffusion par satellite pour reconquérir le terrain perdu par les cultures dominantes. Il serait absurde de le soutenir.

La réalité, c'est que 80% du Web mondial est anglophone. La réalité, c'est que l'essentiel du trafic *e-mail* mondial transite par les États-Unis... La réalité, c'est que le français ne concerne que 5% des échanges et des informations disponibles sur le réseau. Ces chiffres valent ce qu'ils valent, ils sont sans doute approximatifs, grossiers. Ils offrent des ordres de grandeur. On peut toujours questionner la validité de leurs modes de calcul, mais ils émanent d'institutions dont les compétences sont reconnues dans ce domaine. Et si l'on s'intéresse à la provenance de l'essentiel de l'information qui circule sur les sites d'information, il est clair que l'on observe une focalisation principale, qui suit la direction du regard occidental. Comment en irait-il autrement ? Certes, la Chine annonce un décollage très rapide de son nombre d'internautes, mais la clôture de la culture chinoise ne lui permet pas de juguler la déferlante d'informations anglo-saxonnes. Certes, la France s'attache à développer aussi vite que possible les accès à haut-débit, mais le retard pris sur les États-Unis et l'Angleterre est déjà considérable. Il est vrai que dans la Francophonie, le Canada et la Suisse font plutôt meilleure figure...

L'ensemble formé par les pays francophones du Sud connaît une situation contrastée mais guère brillante : certes, l'usage d'Internet est en hausse rapide à Madagascar, au Maghreb et dans quelques pays d'Afrique noire tels le Sénégal ou la Côte d'Ivoire. Mais il est encore dramatiquement sous-utilisé au Gabon, au Congo, même au Cameroun. Du coup, l'Afrique et le monde arabe se retrouvent en position de consommer l'information mondiale sans pouvoir la produire.

L'erreur serait de croire que les mirages miraculeux d'Internet dissipés, il ne reste plus rien. La société de l'information existe, mais elle demande à être régulée, aménagée, démocratiquement construite à un niveau international. Le rôle de l'Organisation des Nations Unies, et en

particulier de l'UNESCO, doit être renforcé en ce sens : les principes fondateurs de la société de l'information mondialisée ne peuvent pas être définis au niveau de quelques groupes privés multinationaux, au demeurant aujourd'hui frappés par une grave crise de légitimité et de confiance. Ils doivent faire l'objet d'une réflexion politique collective au sein des organes diplomatiques centraux dont notre monde s'est doté. La prospérité partagée est la base de la démocratie réelle. La mondialisation dont nous sommes aujourd'hui appelés à dessiner collectivement les contours doit s'appuyer sur des principes réellement solides : ceux d'une équité dans les échanges de biens, de richesses et d'informations. L'UNESCO avait tiré la sonnette d'alarme dès 1976, en ouvrant le débat, qui fut difficile et controversé, du Nouvel ordre mondial de l'information. Le mot « ordre », au milieu de la formule, avait fait redouter un interventionnisme autoritaire que rien n'aurait légitimé. Mais la dénonciation restait : celle d'un monde où les créateurs d'information parlaient tous du même côté, sinon tout à fait d'une même voix. Le travail de « décolonisation de l'information » restait à faire. Les problèmes médiatiques internationaux que nous connaissons actuellement héritent directement de cette situation et de ces analyses.

C'est avec Internet que ces disparités dans l'usage et la production de l'information sont les plus sensibles, mais il est important de souligner qu'elles existent de la même manière pour l'audiovisuel, où la distribution numérique, à bas prix, de chaînes de télévision anglophones diffusées par satellite fait vaciller, en Afrique par exemple, l'édifice patiemment bâti de la Francophonie audiovisuelle, symbolisée par TV5 et CFI. Et c'est très logiquement que pour faire pièce à cette évolution rapide, le Président français Jacques Chirac a dit son souhait de voir les sources francophones d'informations et d'échanges se multiplier, en particulier à travers le lancement d'une « chaîne d'information internationale française ». Au-delà d'une telle chaîne, il faut réfléchir aussi à une relance du développement médiatique des pays francophones du Sud.

Les limites des nouveaux outils

Face à une formulation extrêmement positive des ouvertures nouvelles que représente la mondialisation de l'information, on peut immédiatement soulever plusieurs remarques critiques, qui permettent d'en tracer les limites, au moins provisoires, et les dangers, probablement plus fondamentaux.

Une révolution démocratique ne vaut que si elle est partagée par tous, si l'accès à l'information est équitable

C'est tout le problème qui se pose déjà, et qui se posera encore plus dans les années qui viennent. Les hommes, les institutions, les sociétés n'ont que deux options : être présents ou absents, connectés, donc visibles, connus, accessibles, ou non connectés, donc invisibles, inconnus, inaccessibles. Nous devons faire attention, à la fois à l'intérieur des communautés existantes, nationales, régionales, locales, et au sein de la communauté des nations, à ne pas voir apparaître une fracture plus radicale que toutes les autres, la fracture numérique, qui structurerait de nouvelles inégalités, plus dures et plus durables.

Nous ne devons pas séparer les hommes en deux groupes : ceux qui seraient en prise sur les réseaux de communications matérielles et immatérielles rapides, et ceux qui seraient relégués hors de ces réseaux, à l'écart du développement global. Car paradoxalement, rien ne peut devenir plus dangereux que l'universel. Rappelons nous que c'est au nom de valeurs qui se prétendaient universelles que des continents ont été colonisés, et des peuples opprimés. Il n'est pas certain que notre époque ne produise pas les mêmes dérives. Nous devons y être attentifs et ne pas tomber dans les travers dénoncés hier.

L'universalité des échanges d'informations ne doit pas servir de masque à une marginalisation rapide de tous ceux qui n'en profiteraient pas, qu'il s'agisse de pays ou de peuples du tiers monde, aussi bien que des couches défavorisées de la population des pays développés ! Telle est la première réserve qui s'impose vis-à-vis de la société de l'information : elle doit devenir une société de communication ouverte, non sélective, elle doit garantir à tous les mêmes droits et les mêmes facultés, la même liberté et les mêmes facilités. L'ordre qu'elle va nécessairement instaurer entre les hommes ne doit en laisser aucun à l'écart. « *Qu'un seul homme soit privé de l'accès à cette communauté universelle, et la société de l'information sera illégitime* », pourrait-on dire en paraphrasant Charles Péguy. À nous, qui accompagnons le processus en cours, de ne pas le laisser dériver vers une ségrégation moderne entre ceux qui seraient de plain-pied dans la société de l'information, et ceux qui resteraient à l'extérieur. Tant que tous n'ont pas le même accès aux nouveaux réseaux, les textes imprimés restent les meilleurs véhicules de la pensée et du savoir. Et le travail qui doit être accompli par les éditeurs et les revues ne peut pas se reposer sur l'existence de nouveaux moyens de communication, qui ne sauraient se substituer à eux. Au contraire, l'édition classique est le refuge de l'expression démocratique et de l'échange d'idées ouvert et pluraliste : elle ne doit pas abdiquer cette fonction.

*La société de l'information dessine autrement les contours
des communautés humaines, au préjudice, notamment,
des identités classiques liées aux États-nations*

Au sein de tous les groupes humains, de nouvelles logiques communautaires sont à l'œuvre, qui ne recourent pas forcément des limites géographiques ou physiques. Chacune de ces logiques communautaires se constitue une culture de références communes, et des centres nerveux électroniques pour faciliter la communication. Thèmes d'intérêts communs, corpus culturels partagés, lieux de rencontres virtuels, etc., composent progressivement des groupes humains disparates et dispersés, sans cesse modifiés, de moins en moins exclusifs les uns des autres. Ces identités peuvent être indépendantes des identités géographiques et locales : ce sont des réseaux religieux, par exemple, ou culturels, qui permettent à des minorités expatriées de conserver vivaces leurs cultures et leur mémoire. Comme le disait Daniel Dayan (des *Cahiers de Médiologie*), « les médias identitaires sont des instruments de survie pour des cultures menacées, quand leur présence assure le maintien des liens entre des groupes géographiquement dispersés... »

La nouveauté essentielle de ces nouvelles communautés virtuelles est de n'être pas totalement contraignantes : elles n'existent qu'au terme d'un acte d'adhésion volontaire, et toujours révoquant, au gré d'un désir de changement, d'un nouvel état d'esprit. Les communautés virtuelles sont fragiles parce qu'elles peuvent être factices, et transitoires. Elles n'offrent pas une identité définitive, mais des définitions instables de soi. L'homme qui choisit d'y participer n'accomplit pas un acte irrévocable. Il garde sa liberté. Les nouveaux moyens de communication et d'échanges permettent aussi d'accueillir des visages différents, et de ne pas se refermer sur une communauté close. Le processus de distanciation et de rapprochement lié aux nouveaux médias devrait avoir pour conséquence une ouverture plus large des identités, donc une plus grande connaissance d'autrui, une moindre exclusion, une plus grande tolérance.

Dernière dimension de ces nouvelles définitions communautaires qui naissent du développement de médias universels et de moyens de communication déliés de limites géographiques précises : elles échappent largement au temporel, au sens classique du terme, elles sont fondamentalement symboliques, et elles ont donc facilement affaire avec le spirituel : les fanatismes religieux peuvent également en jouer et s'approprier ces outils de conversion et de contrôle spirituel d'un nouveau genre que sont Internet ou le petit écran...

Le danger du repli identitaire

Un risque existe, au moment où ce bouleversement médiatique brouille les règles du jeu social, économique, politique, de voir se développer des réflexes de peur, de refus de l'évolution en cours, donc de reflux irrationnel vers les définitions du passé. Et d'ores et déjà dans de nombreux pays du monde, on observe une tentation des franges les plus fragiles de l'opinion vers des discours identitaires qui offrent des réponses toutes prêtes à leurs doutes et à leurs inquiétudes. Alain Touraine l'a suggéré, l'expansion récente de courants racistes et xénophobes en Europe occidentale peut être rapportée à une crise d'identité née de l'impression de voir la collectivité nationale devenir une abstraction entre la montée de l'identité européenne et le développement des multinationales. Les accès de violence que connaissent aujourd'hui certaines parties du monde permettent de s'interroger sur les conséquences possibles d'un tel trouble.

Certes, l'universel peut être dangereux s'il se traduit par la revendication d'une hégémonie culturelle ou politique. Mais rien n'est plus nécessaire que l'universel pour préserver les hommes de cette même tentation... Car les valeurs qui nous permettent de repousser ces perspectives et ces dangers sont aussi des valeurs universelles, celles qui donnent toute sa dignité à la personne humaine, et lui reconnaissent partout et à tout moment les mêmes droits fondamentaux. Dans la société de l'information, il faut compter au nombre de ces valeurs universelles qui fondent le projet démocratique, *la liberté de communication*, et donc l'égalité d'accès à ces nouveaux gisements d'informations que la technologie met à notre disposition. La liberté de communication est d'ailleurs défendue de manière instinctive par tous les habitués des nouveaux réseaux, hostiles à toute forme de censure ou de contrôle.

Et il est vrai que la navigation sur les réseaux ne doit pas être prédéterminée par des intérêts commerciaux : les conditions dans lesquelles les services accessibles sont proposés, ou au contraire filtrés, sont aujourd'hui obscures, et les critères qui déterminent les arborescences des réseaux et les choix effectivement proposés restent pour l'essentiel inconnus de l'utilisateur. Lorsqu'un « moteur de recherche » propose un panel de services, quel est son degré d'objectivité ? Nous savons bien, aujourd'hui, qu'il est nul, et que la palette ouverte est soigneusement composée en fonction des intérêts de celui qui la compose – et non nécessairement de ceux de l'utilisateur anonyme.

Le défi que nous demande d'affronter la société de l'information est double : 1. la fragilisation des identités, l'affaiblissement des

communautés traditionnelles, complété par une multiplication des communautés symboliques ou imaginaires ; 2. la fracture possible, au sein d'une même société, d'un même pays, entre ceux qui accèderont, et ceux qui n'accèderont pas à l'ensemble des ressources culturelles, philosophiques, littéraires, proposées par les nouveaux réseaux, ni a fortiori à cette nouvelle liberté de connaître et communiquer qu'ils constituent. C'est à ces deux composantes du défi de l'information mondiale que les journalistes doivent désormais répondre.

Les conséquences de la multiplication numérique

La numérisation, contrairement à l'analyse sommaire qui en est souvent faite, ne se traduit pas seulement par l'extension de la logique des médias de masse au monde entier. En effet, la numérisation a pour première conséquence la multiplication rapide des sources et des canaux d'informations. C'est-à-dire précisément le contraire de la centralisation, de la simplification de la communication qui caractérisaient les *mass medias* décrits par Mac Luhan. Même s'il est un peu tôt pour le dire avec certitude, il semble bien que l'ère de l'information doive être l'ère du reflux de la massification, celle de la réapparition de la diversité humaine.

L'analyse habituelle des *mass medias* voyait dans le public une sorte de masse docile, soumise à un bombardement culturel et symbolique qui tendait à unifier la société, à la coaliser autour de messages communs. Nos analystes allaient dans le même sens, avec une théorie du « lien social », et de la télévision et de la radio comme lieux de regroupement de la société autour de valeurs partagées. Or à quoi assiste-t-on depuis 15 ans, avec un effet d'accélération depuis l'apparition, ces dernières années, du numérique ? D'abord la radio, puis la télévision, ont explosé en offres diversifiées, adressées chacune à des catégories de populations nettement définies. Du coup, on est passé de la réglementation à la régulation, plus souple, plus adaptable à cette diversité naissante. La liberté de communication n'est plus seulement un principe, mais un fait qu'il s'agit d'organiser.

Les nouveaux médias s'adressent donc à un public segmenté et différencié qui peut être très large, mais qui n'est plus un public de masse, mais un public segmenté selon *ses centres d'intérêt*. De plus, le public a appris à panacher les offres, à composer lui-même une chaîne ou une station radio qui emprunte à toutes les chaînes et à toutes les stations, au gré de ses préférences. L'exemple de la radio est celui d'un média moderne, diversifié, de plus en plus ouvert. On compte aujourd'hui 1 200 radios en France. C'est bien la preuve qu'il est possible de réguler ce

marché afin de favoriser l'expression de la diversité des identités. Si l'on songe maintenant au marché de la télévision, il faut souligner que l'on observe actuellement un véritable bourgeonnement de chaînes thématiques culturelles sur le câble ou le satellite, qui offrent un contenu très riche.

Ainsi, comme on le voit, le phénomène de globalisation de l'économie de l'audiovisuel ne se traduit pas par une globalisation de l'offre culturelle. Pour ce qui concerne la culture à la télévision, l'offre est infiniment plus riche aujourd'hui qu'elle ne l'était dans les années 1980, au moment de la gloire de « Dallas », feuilleton américain diffusé par toutes les chaînes du monde. Ainsi, depuis trois ans – et c'est symptomatique de l'évolution en cours car il y a longtemps que cette habitude était perdue – les téléspectateurs français regardent chaque année plus de fictions françaises que de fictions américaines...

Il est temps d'en revenir à la lecture, et à l'écriture, comme moyens d'élaboration, de cristallisation, d'expression et de circulation des idées. Les textes sont le lieu même, depuis l'invention de l'écriture, où l'humanité se construit, se conçoit, se transforme. Et les nouveaux modes de communication ne concernent pas seulement l'image, mais impliquent des usages inédits (à tous les sens du terme) de l'écrit. Or le journalisme, c'était – et c'est toujours – en premier lieu la maîtrise de l'écrit.

Il est indispensable pour nous de comprendre à la fois les distorsions que subit notre pratique de l'écriture et de la lecture et les continuités qui peuvent néanmoins la caractériser. Les distorsions tiennent tout d'abord à des contraintes temporelles qui nous sont dictées par la technique. Lesquelles se résument en trois mots : rapidité, caducité, brièveté. Les médias, même les médias écrits, travaillent essentiellement sur le temps et dans le temps. Les contraintes temporelles qu'ils se voient imposer ne sont donc pas accessoires, mais fondamentales. Or, la rapidité dans la constitution de l'information, dans sa recherche, dans sa formulation, et dans sa transmission, est le premier avantage affiché par les nouveaux médias. En 1994, un grand reporter canadien indépendant nommé Tom Koch, apprenant la mort d'un enfant lors d'une opération dentaire réalisée sous anesthésie, décide de réaliser une enquête sur la fréquence de ce type d'accident. Interrogeant en ligne les banques de données scientifiques, les archives des principaux quotidiens canadiens ainsi que des journalistes spécialisés par l'intermédiaire des groupes de discussion (*newsgroups*) auxquels il est abonné, il apprend en 24 heures que le type d'anesthésie utilisée est connue comme dangereuse chez les enfants et que de nombreux cas ont été recensés. Et il parvient à composer en un temps minimal une enquête approfondie, précise, qui sort en Une

et qui remporte un franc succès¹. Indéniablement, l'utilisation d'Internet comme source d'informations lui a permis de gagner un temps précieux dans la conduite de son enquête, qui aurait pris plusieurs jours, voire plusieurs semaines, si elle avait été menée selon des méthodes d'investigation traditionnelles.

On pourrait applaudir. Pourtant, cette rapidité dans le traitement de l'information a reposé sur la confiance que le journaliste a accordée à toutes les sources qu'il a consultées, et qu'il a recoupées entre elles. Le temps de la conceptualisation n'a à l'évidence pas été aussi long que s'il avait eu plusieurs jours. Or il ne suffit pas qu'une information figure sur Internet pour qu'elle soit exacte. Une information sur Internet, c'est comme un bruit dans la rue. Elle a toutes les apparences d'un fait, et elle est présentée comme telle. Pour parler comme Roland Barthes, il y a un « effet de réel » d'Internet. Mais cet apparent réel réclame d'être vérifié, confirmé et validé. Et dans de nombreux cas, au cours des derniers mois, on a vu l'ivresse de la rapidité l'emporter sur les scrupules de la vérification et la recherche du *scoop* sur la réalité des faits. La presse écrite, la radio, la télévision, ont emboîté le pas aux nouveaux services, par crainte d'être dépassées aux yeux de leurs lecteurs, auditeurs, spectateurs, dans une course effrénée à la recherche de la nouvelle. Lorsque l'on se tourne rétrospectivement vers la présidence de Bill Clinton, on est frappé par l'aberration planétaire qu'a constitué pendant plusieurs mois l'affaire Monica Lewinski. Ce fut un effet de cette émulation dérégulée. Nous savons que l'image numérique multiplie les risques de manipulation, dont l'histoire de l'audiovisuel, depuis le *Potemkine* d'Eisenstein jusqu'aux faux charniers bosniaques, a déjà présenté tellement d'exemples ! Au demeurant, sans manipulation de l'image, comment ne pas être étonné de ce que l'on peut faire dire à une scène indéfiniment repassée, où un président des États-Unis salue la foule et embrasse sur les deux joues une jeune assistante ?

Il ne s'agit pas de condamner tel ou tel « bidonnage », mais plutôt de constater la dérive d'un système d'information qui se nourrit de plus en plus de lui-même, et de moins en moins d'un dialogue avec la réalité des faits. Or la multiplication des partenariats croisés entre sites Internet, agences de presse, journaux de presse écrite, radios et télévisions conduit en réalité, non à une diversification croissante de l'information offerte, mais à une croissante redondance des articles et des thèmes traités. L'Agence France Presse fournit une sélection de ses dépêches, en ligne, sur des centaines de sites Internet, qui intègrent directement ce service à leur propre programmation. Il est à craindre que cet éparpillement de l'information par la reprise directe sur des milliers de sites de dépêches

d'agences qui ne sont ni enrichies, ni remises en perspective, ne se traduise à la fois par un effet de répétition et une moindre compréhension des événements relatés.

La rapidité, dans ce sens, c'est aussi *l'effacement de l'esprit critique*, un danger de propagation de rumeurs invérifiées, l'appauvrissement d'une information réduite à une redondance simplifiée. La rapidité, pour dire les choses en un mot, c'est le danger de la paresse et de la facilité, au mépris de ce qui fonde la valeur du travail de réflexion et d'écriture. Il faut dans le journalisme faire perdurer une attitude intellectuelle qui repose à la fois sur le recul et sur le délai, sur l'examen des faits et sur leur sereine mise en perspective intellectuelle, voire spirituelle. Contre une nouvelle habitude mentale qui conduirait à couper, à accélérer, à prendre des raccourcis, il faut que nous trouvions toujours des espaces d'expression et de réflexion ouverts à *une pensée en lacets*, à une pensée qui se cherche et qui explicite ses hypothèses et ses détours.

À la rapidité s'ajoute une autre contrainte nouvelle propre aux nouveaux médias: *la caducité*. Certes, de tout temps, l'information a eu une valeur qui décroissait avec le temps. La nouveauté est que la valeur d'une information semble désormais ne plus exister qu'en fonction du temps. À l'instant où elle est donnée, on s'arrache la primauté d'une information. Deux heures après, elle devient presque difficile à retrouver, dès lors qu'elle n'a pas été reprise. À l'instant où la dépêche est tombée, il y a certes été fait écho sur des centaines de sites, qui l'ont restituée telle qu'elle. Mais deux heures après, la dépêche est effacée par une autre, et l'information, à nouveau reprise partout, a changé. Après l'ivresse de la vitesse, c'est la griserie de la nouveauté. Or, c'est par ses causes et ses conséquences qu'un fait a ou non de l'importance. Le déferlement de l'événement n'apporte pas d'enseignements, ni sur sa signification, ni sur ses suites. Le travail du journaliste n'est pas de noyer le public dans une pluie de faits sans cohérence : il est de travailler à donner de la cohérence à un monde où les choses apparaissent de manière singulière et séparée, même lorsqu'elles ont les mêmes causes et concourent à produire des conséquences communes.

Il faut savoir que moins de 10% des informations diffusées par les agences de presse sont reprises par les journaux, la radio, et moins encore par la télévision. Diverses études ont démontré que seulement 10% des informations reçues grâce à ces différents médias étaient ensuite retenues par le public. Un calcul rapide indique donc qu'un citoyen moyen, normalement informé, ne retient que 1% de la somme d'informations qui sont déversées quotidiennement. La caducité de l'information sur les nouveaux réseaux entraîne à l'inverse la conscience dans une sorte

de kaléidoscope d'informations bigarrées et toujours renouvelées : le journaliste devient alors – à son corps défendant peut-être – l'instrument d'un décervelage généralisé, dans lequel l'incohérence croissante des événements ne trouve plus d'explication.

Au cours des dernières années du XX^e siècle, on a assisté à un désintérêt préoccupant du public pour les informations politiques et internationales, qui lui paraissaient de moins en moins porteuses de sens. Le public ressentait au contraire un besoin croissant de concentrer son attention sur des figures stables : vedettes du *show-business*, sportifs célèbres ou leaders politiques médiatiques ou sur des problèmes qui le touchent de très près, comme c'est le cas des informations dites « utilitaires » qui se sont multipliées dans les contenus de presse : « *Comment rester svelte ou nettoyer les taches de fruits ? Quels sont les boulangers ouverts dimanche dans le quartier ?* », etc. La proximité de l'information devenait le seul refuge du sens. Pour le reste, il n'y avait rien à comprendre, le monde fonctionnait comme une fatalité sur laquelle il serait vain de vouloir peser, puisqu'elle est incompréhensible au commun des mortels. Le 11 septembre 2001 a sans doute contribué à réveiller les consciences, et désormais la conscience politique de la mondialisation est de plus en plus vive, suscitant un intérêt renouvelé pour les émissions d'information et de réflexion sur ce thème.

L'autre fragilité intellectuelle induite par la caducité de l'information sur les nouveaux médias, c'est l'absence de travail sur son expression elle-même. Au cours des siècles passés, l'expression d'un fait était une des dimensions essentielles de son archivage collectif : ce n'est pas un hasard si tous les rois d'Europe possédaient, depuis les grands rhétoriciens du XVI^e siècle, leurs historiographes officiels. La relation des faits passait par une élaboration stylistique et intellectuelle à la fois qui leur donnait leur direction historique, leur signification parmi la totalité des événements à ordonner. De même, les Républiques successives que la France a connues se sont aussi écrites à travers une certaine pratique de l'histoire politique et de l'usage de la culture. En fait, la seule restitution profonde et véritable d'un passé révolu est dans les textes qu'il produit et dans la lecture que l'on peut en faire. « *Ce sont ces formes révolues prises à même la vie du passé que nous allons visiter dans l'œuvre de Racine, comme dans une cité ancienne et demeurée intacte* », écrit Marcel Proust dans son petit traité *Sur la lecture*. Il est à craindre que la fugacité de nos textes numériques ne leur permette pas de restituer demain à nos descendants l'atmosphère de nos cités modernes.

La troisième contrainte s'applique aux nouveaux médias numérique : c'est toujours une contrainte temporelle, celle de la brièveté. Là encore, ce n'est pas une contrainte radicalement nouvelle. Et nous savons tous

comment les articles doivent souvent être « rognés », en partant de la fin, pour tenir sur la page des journaux. La différence est que la présentation des informations sur écran entraîne des principes de brièveté décuplés, que les jeunes rédacteurs de services d'information sur Internet sont appelés à prendre en compte dès le stade de la conception de leur article. Si l'on consulte le site ouvert par le Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ) à Paris, on pourra lire un document intitulé : *La lisibilité des textes sur le Web*. Quelques lignes devraient ainsi retenir l'attention : « *Le lecteur ne lit que rarement une page Web mot à mot (...) Survoler un document impose l'emploi d'un vocabulaire simple, dénué de tout mot technique ou complexe. Le déchiffrement du texte doit être rapide (...) Il faudra alors réduire les textes papier d'environ 50% avant de les réécrire en ligne (...) L'écriture s'apparente plus au langage parlé (...) La qualité de l'information est réduite à l'essentiel.* » Toutes ces recommandations sonnent comme des condamnations, et il n'est pas souhaitable que les futurs journalistes s'en inspirent trop.

S'ajoutant à la rapidité et à la caducité, la brièveté est le dernier terme d'un appauvrissement global de l'information offerte, réduite à n'être plus qu'un contenu indéterminé et fragile, dont la valeur s'effrite en même temps qu'il s'efface, gommé par un nouveau contenu, sans lien ni cohérence, que la place disponible ne permet pas de développer, et dont l'esquisse fugace sortira encore plus vite de l'esprit. Les effets de cet usage généralisé de formes brèves pour délivrer l'information ne se limitent malheureusement pas aux seuls médias électroniques. En effet, les différents types de médias tendent à se rapprocher. La nouvelle règle qui s'impose aux contenus est celle de leur plasticité.

Des dangers de la « communication »

Attardons nous sur les mots mêmes : on ne parle plus d'article d'information, ni même d'information tout court, on parle de contenu, et ce mot peut recouvrir des textes, des images ou des sons bien différents : des articles de journalistes, mais aussi des éléments d'archive bruts, des dépêches d'agences, des données météorologiques, des prévisions astrologiques, des témoignages, des présentations promotionnelles, des documents officiels ou officieux. Tout est contenu. Et la tendance des nouveaux médias est de traiter tous ces éléments hétérogènes et de provenances diverses comme une même matière à communiquer, maniée dans les mêmes mains, et placée sur le même plan. Très concrètement, un portail Internet donnera accès indifféremment, à propos de Madagascar, aux sites officiels du ministère

du Tourisme, à des informations sur le climat ou l'histoire disponibles sur certains sites encyclopédiques, mais aussi au site personnel d'un Australien qui montrera des photos d'éléphants prises en vacances, sans rapport avec la Grande Île, à un article d'un journal brésilien sur les évolutions économiques à Antananarivo et au site d'une agence de voyage qui proposera à la fois des renseignements pratiques et la vente en ligne de plusieurs séjours en Afrique de l'Est.

Chaque élément de cette galaxie de contenus n'a pas la même valeur en termes d'information, et ne présente pas les mêmes garanties d'objectivité ni d'authenticité. Chacun doit être lu de manière critique dans la perspective des attentes et des souhaits des différentes sources rassemblées. Mais leur présentation sur un même plan risque fort d'entraîner une forme de contagion de crédibilité, faisant paraître toutes ces affirmations aussi solides les unes que les autres, ou aussi fragiles les unes que les autres. L'utilisateur des nouveaux médias doit donc être critique, et ne jamais se fier à l'information qui lui est spontanément proposée. D'autant plus que ce n'est évidemment pas par hasard si le portail choisi l'a entraîné vers l'agence de voyage avec laquelle il a conclu un accord commercial, ni vers le journal brésilien qui lui fournit en échange un lien permanent sur son propre site ! Les choix du portail ne sont pas gratuits ni innocents, même lorsqu'ils sont invisibles à l'utilisateur, qui n'y voit que la « providence » des moteurs de recherche...

La responsabilité des éditeurs se dilue alors dans la pluralité et l'hétérogénéité des contenus : il faut redouter une forme d'entropie de l'information qui perd toute assurance et toute garantie. Et qui n'est plus que marginalement réalisée par des journalistes formés à leur métier. La « réactualisation » des informations par des équipes éditoriales ayant une formation de marketing plutôt qu'une formation littéraire classique, ou même une formation de journaliste, est la norme sur la plupart des portails Internet. Quelle est leur réflexion en termes d'expression et d'écriture de leurs articles ? Notre contemporain se voit donc confronté à ce nouveau défi : la plasticité de contenus interchangeables où le texte perd son statut particulier et n'est plus qu'un élément parmi d'autres d'un contenu rédactionnel sans garantie de fiabilité et sans critère d'évaluation autre que commercial. Et l'on peut être inquiet d'entendre le directeur d'un grand quotidien américain déclarer : « *Je ne suis pas le rédacteur en chef d'un journal, je suis le patron d'une entreprise de contenu.* »²

Les évolutions qui ont lieu actuellement dans la presse, la radio et la télévision confirment les analyses de Nicolas Negroponte, qui prédisait il y a quelques années la fusion de toutes ces entreprises travaillant dans la communication de contenus numérisés : le multimédia est une logique

de concentration industrielle avant même d'être, avec Internet, un support pour de nouveaux médias. Un chercheur de l'Université de Californie à Berkeley, Éric Klinenberg, a étudié de près les effets de ces concentrations médiatiques sur le travail des journalistes d'un groupe particulièrement avancé dans ce domaine, la *Tribune Company*, qui publie notamment le *Chicago Tribune* : l'équipe des journalistes de ce groupe produit à la fois huit versions locales et trois éditions du journal, sept émissions d'information télévisée et plusieurs services sur Internet. Que constate-t-il ? Un reporter doit désormais écrire un article pour l'édition du soir, puis aller présenter à l'antenne la même information de manière plus concise, enfin étoffer au contraire son papier de prolongements ou de liens possibles vers des sources complémentaires pour sa mise en ligne sur Internet³. Résultat : de plus en plus, les articles de presse écrite sont ainsi calibrés en fonction de contraintes d'espace qui ne tiennent plus à la taille de la page, mais au temps de lecture orale nécessaire.

Il est évident que cette évolution ne peut que détourner de la lecture : quelle nécessité et quel plaisir à lire, dès lors que l'information retirée de l'acte de lecture n'est pas plus large, et pas meilleure, que celle qu'il est possible de collecter à la radio ou devant son petit écran ? C'est sans doute là que réside le plus grand risque pour les années à venir. L'appauvrissement des textes est leur pire ennemi : il les condamne, dès lors qu'ils n'apportent plus ce supplément de pensée qui jusque-là était leur apanage. C'est pourquoi le multimédia doit être utilisé autrement que comme un nouveau modèle d'expression universel. Le multimédia est l'invention d'un nouveau support, qui est ouvert à des types d'expression extrêmement différents, depuis la diffusion des dépêches de l'heure jusqu'à celle des romans russes du XIX^e siècle, qu'il est possible de télécharger en n'importe quel endroit de la terre et d'imprimer. Il faut donc concevoir Internet comme un nouveau moyen de diffusion, mais se refuser à en faire le nouvel étalon de l'expression culturelle et intellectuelle. Internet remplacera peut-être pour partie, allié à l'imprimante individuelle, l'ancienne presse de Gutenberg. Mais il ne démode pas les textes, ni la pratique de lecture, ni la nécessité de l'apprentissage et du travail de l'écriture. Au contraire, il les justifie d'autant plus que chacun, aujourd'hui, devient potentiellement l'émetteur et l'imprimeur possible de ses propres écrits. Le vrai défi des années qui viennent sera donc celui de l'apprentissage de l'écrit, que l'on ne doit sacrifier à aucun autre. Dans une société où l'information devient la valeur maîtresse, la qualité de l'expression sera le meilleur atout. Et le grand chantier de l'instruction et de l'éducation est toujours le même : apprendre à lire et à écrire, à comprendre les textes et à s'exprimer en textes.

Plus les contraintes seront nombreuses, plus les pratiques de lecture et d'écriture exigeront un effort critique : lecture et critique, c'est le même mot grec. Il s'agit de trier, d'organiser, de classer. C'est-à-dire de comprendre. Les enjeux du prochain siècle, ceux que les nouvelles technologies vont nous imposer de relever, sont toujours les mêmes : le développement universel de l'éducation et de la connaissance, comme moyens d'interpréter et de comprendre le monde. Les journalistes sont au cœur de cette ambition et c'est au service de cet objectif qu'ils doivent aujourd'hui se situer. Ils sont « les petits soldats » de cette grande lutte, le combat du rationnel contre l'irrationnel, et de la clarté de jugement contre la confusion des valeurs.

La formation intellectuelle et pratique des journalistes est donc bien aujourd'hui une priorité, pour que de nouvelles générations de professionnels de l'information apparaissent, capables d'utiliser au mieux les nouveaux réseaux et leurs caractéristiques médiatiques propres pour accomplir leur mission ■

Notes

- * Conférence-débat prononcée le 15 avril 2003 au Centre culturel Albert Camus, Antananarivo (Madagascar)
- 1. Tom Koch (1994), « The reporter in the Information Age », *Cahier Journalistiek en Communicatie*, n°11, Culemborg, Pays-Bas.
- 2. « I am not the editor of a newspaper, I'm the manager of a content company » (cité par Ken Auletta, « Synergy City », in *American Journalism review*).
- 3. Éric Klinenberg (1999), « Journalistes à tout faire de la presse américaine », *Le Monde diplomatique*, « Révolution dans la Communication », juillet-août 99.

